

**4.16 Question de M. Fabian Culot à M. Jean-Claude Marcourt, vice-président et ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias, intitulée «Manque important de diplômés ingénieurs en Wallonie»**

**M. le président.** – Je vous propose de joindre ces deux questions orales. (*Assentiment*)

**M. Gilles Mouyard (MR).** – Monsieur le Ministre, selon la fédération de l'industrie technologique Agoria, Essenscia Wallonie et la Confédération de la construction wallonne (CCW), il manquerait environ 500 ingénieurs diplômés, chaque année, pour répondre à la demande des entreprises. On constate néanmoins que le nombre d'ingénieurs diplômés a légèrement augmenté au cours de ces dix dernières années, malgré un très léger recul des inscriptions en 1<sup>er</sup> baccalauréat en 2017.

Il est évidemment essentiel de disposer de suffisamment d'ingénieurs diplômés pour occuper des postes importants dans les entreprises situées sur notre territoire ou, éventuellement, ailleurs. Ces groupements d'entreprises attirent notre attention sur la nécessité de sensibiliser les jeunes à ces filières d'études supérieures, certes compliquées, et d'encourager les étudiants à poursuivre leurs efforts pour terminer leurs études. Dans ce cadre, il leur semblerait intéressant de réfléchir à la mise en place d'un financement alternatif, sous forme de bonus, encourageant les jeunes qui choisiraient ces filières. Si des contacts existent déjà entre, d'une part, Agoria, Essenscia Wallonie et la CCW et, d'autre part, le monde de l'enseignement supérieur et de la formation, il leur semble utile de multiplier les partenariats.

Monsieur le Ministre, partagez-vous ce constat? Pourriez-vous faire le point sur les mesures actuelles ou futures visant à sensibiliser nos jeunes, le but étant d'atteindre un taux de diplomation en adéquation avec les offres d'emploi dans ce secteur? En tant que ministre de l'Enseignement supérieur, vous devez aussi, me semble-t-il, prendre ce critère en compte dans l'organisation des études.

**M. Fabian Culot (MR).** – M. Mouyard ayant été très complet, j'éviterai de répéter ses propos et me contenterai, Monsieur le Ministre, de vous adresser une question supplémentaire concernant la légère diminution du nombre d'inscriptions dans ces filières lors de la dernière rentrée académique. Cette baisse est-elle avérée?

**M. Jean-Claude Marcourt,** vice-président (28) et ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias. – Je ne disposerai pas des chiffres officiels des inscriptions de l'année académique en cours avant le 1<sup>er</sup> février, date à laquelle ils sont vérifiés par les commissaires et les délégués du gouvernement. Toutefois, ces chiffres ne sont pas nécessaires pour constater que le nombre d'ingénieurs diplômés est insuffisant.

Je tiens tout de même à souligner que la Haute École en Hainaut (HEH) a enregistré cette année une augmentation de 18 % des inscriptions aux études d'ingénieur industriel. Cette augmentation est due, d'une part, à l'obtention de la certification délivrée par la Commission des titres d'ingénieur (CTI) et, d'autre part, à une nouvelle collaboration avec l'Université de Mons. À l'instar de ce qui a été mis en place au sein du pôle liégeois, une double diplomation d'ingénieur industriel et d'ingénieur commercial est aujourd'hui possible dans le Hainaut, moyennant une année d'études supplémentaire.

L'ingénieur fait partie de ceux qui, dans une société de spécialistes, sont aptes à comprendre, à prendre ou à influencer des décisions. Le décideur de demain devra maîtriser un ensemble de variables d'une complexité sans cesse accrue, ce qui justifie pleinement que les ingénieurs puissent bénéficier d'une formation tant généraliste que spécialisée. L'ingénieur sera en effet un homme ou une femme à qui incombera la mission de concilier innovation technologique, réussite de l'entreprise, développement durable et progrès social.

Force est de constater que les études d'ingénieur ne suscitent pas l'engouement des étudiants. Pourtant, l'information sur cette filière, ses carrières et ses perspectives est aussi sérieuse que complète. Elle met l'accent sur le fait que les entreprises sont désormais appelées à se remettre continuellement en question et que leurs ingénieurs doivent gérer et anticiper l'incertitude en travaillant le plus souvent au sein d'équipes pluridisciplinaires et transversales. La mondialisation impose de plus en plus d'exigences en termes de mobilité, d'approche d'autres cultures et de connaissance des langues étrangères. L'évaluation conduite conjointement en 2016 par l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur (AEQES) et la CTI a estimé dans ses recommandations qu'il serait opportun de développer une stratégie de communication afin d'augmenter la visibilité de la formation, notamment auprès des jeunes femmes, et de mettre en avant l'attractivité du profil d'ingénieur sur le marché de l'emploi ainsi que la diversité des débouchés, qui ne sont pas nécessairement réservés aux hommes. Cette évaluation encourage également une meilleure information des jeunes issus de l'enseignement secondaire technique et un renforcement de la collaboration avec le secteur professionnel pour mieux faire connaître les divers

métiers sur lesquels débouchent ces études.

La Fédération royale d'associations belges d'ingénieurs civils, d'ingénieurs agronomes et de bioingénieurs (FABI), l'Union francophone des associations d'ingénieurs industriels de Belgique (UFIIB) et les trois fédérations professionnelles, Agoria, Essenscia et la Fédération de la construction, s'inquiètent depuis un certain temps de la pénurie importante d'ingénieurs. Pour remédier, du moins en partie, à cette dernière, l'une des pistes à suivre est d'attirer plus de filles. Elles ne représentent aujourd'hui que 15 à 20 % de l'ensemble des étudiants. Nous savons que les femmes sont plus attirées par des projets concrets qui améliorent le quotidien dans la société: accès à l'eau potable, etc. Le contenu du travail doit être orienté davantage vers la société et moins sur ses aspects techniques, et ce pour améliorer l'attractivité de ces programmes.

Concernant les outils au service d'une meilleure information, il faut saluer l'action menée conjointement par la FABI et la Fédération des ingénieurs industriels, qui ont uni leurs forces pour créer un nouvel outil de promotion des métiers de l'ingénieur, le site Ingénieursbelges.be, soutenu par de grandes entreprises confrontées à la pénurie. Il fait découvrir aux jeunes les multiples facettes du métier. De plus, le site Femmes-ingénieurs.fabi.be propose une vision plus féminine de ce type d'activités.

Le lien entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur doit aussi être renforcé. Une enquête menée par la FABI auprès des diplômés montre que le choix des études d'ingénieur s'opère en cinquième et sixième année du secondaire et qu'il est fortement conditionné par le goût pour les matières scientifiques et technologiques. L'information correcte et précoce des élèves du secondaire est donc primordiale. Plusieurs initiatives de promotion des sciences sont soutenues par la Fédération. Quant aux masters en alternance, ils font leurs preuves comme filière d'excellence et sont appelés à se développer en collaboration avec les secteurs concernés. Les liens avec les secteurs économiques concernés pourraient également être renforcés par une représentation accrue et effective des milieux d'entreprise dans les instances gouvernementales des établissements d'enseignement supérieur.

Enfin, pour répondre précisément à votre question, je ne suis *a priori* pas favorable à l'instauration d'un financement différencié particulier pour les filières menant à des métiers en pénurie, et ce pour plusieurs raisons. Premièrement, ces derniers évoluent sans cesse et c'est heureux. Certains secteurs sont en pénurie aujourd'hui, mais ne le seront peut-être pas demain. Deuxièmement, il existe déjà des coefficients de multiplication du financement à l'étudiant selon le type d'études. Dans ce cas-ci, le coefficient est de 1.65 en haute école et de 2, voire 3 au-delà des deux premières années de bachelier à l'université.

Enfin, les universités ont constaté un frémissement de reprise des inscriptions en ingénierie au cours de ces deux dernières années.

**M. Gilles Mouyard (MR).** – Je prends acte du fait que vous n'êtes pas favorable à un financement alternatif. Vous expliquez votre position, mais j'espère que celle-ci n'est pas purement dogmatique. Lorsqu'on constate un manque criant d'effectif dans telle ou telle profession, il n'y a rien de mal à tenter par tous les moyens de combler le vide. Lorsque le vide est comblé, il faut passer à autre chose. Le pragmatisme doit l'emporter. Les élèves susceptibles de suivre ces formations seront les grands chefs d'entreprise de demain en Wallonie, à Bruxelles et dans notre pays de manière générale. On sait que l'avenir d'un pays, d'une région ou d'une communauté repose sur la qualité de sa formation et sur les diplômes délivrés, qui permettent parfois aux jeunes, à l'instar de Cockerill, de Solvay, etc., de mener de grandes carrières et de faire progresser la société, même s'ils n'effectuent pas tous un parcours aussi flamboyant.

**M. Fabian Culot (MR).** – Dans la foulée de ce qui vient d'être dit, je partage notamment votre souci d'encourager les filles à entreprendre ce type d'études. Il y a sans doute des actions à mener à cet égard. Ces actions revêtiraient davantage d'importance que certaines discussions, à mon sens fort inutiles, sur l'écriture inclusive ou sur le budget «genré», par exemple. Elles permettraient enfin de mener un combat féministe aussi important que passionnant. Avis à qui de droit.